



## Rapport d'activité 2024

L'année a été encore chargée, mais il faut dire que le locataire de l'Elysée nous y aide bien. Notre bulletin rend compte chaque semaine de initiatives multiples et du renouvellement des luttes alors que notre système de santé est attaqué par tous les bouts : nos hôpitaux sont démantelés, la médecine de ville régresse, les soins et les médicaments sont de plus en plus restreints et coûteux, les transports sanitaires deviennent collectifs, la médecine du travail est en profonde dépression et les arrêts-maladie sont produits, nous dit-ton, par des médecins fraudeurs. La liste est aussi longue qu'un jour sans pain.

59 comités sont adhérents de la CN, dont quelques nouveaux comme le Collectif de Saint-Méen-le-Grand en Ille-et-Vilaine. Il se bat pour son hôpital local.

### **Le CA s'est réuni à huit reprises et deux assemblées des comités ont été organisées par visioconférence :**

- le 29 mars : 23 comités et 38 participants ont échangé sur les Urgences et les soins de premier recours, avec un texte de débat portant sur les constats, propositions et perspectives d'action.

- le 13 juin : 25 comités et 28 participants ont débattu sur l'organisation des soins de premier recours, à partir aussi d'un document préparatoire.

Ces textes et comptes-rendus sont consultables sur notre site.

Il a été proposé dans la suite, la constitution d'un groupe de travail sur le Service Public territorial de soins de premier recours et la définition d'une stratégie nationale. Un appel a été fait pour que ce groupe de travail se mette en place rapidement.

### **La CN a publié 16 communiqués depuis les Rencontres de Dole :**

Pour dénoncer les inégalités en santé et leurs conséquences gravissimes pour une part grandissante de la population.

Pour soutenir les mobilisations à Remiremont, Longjumeau, Marmande et Carhaix.

Pour refuser la gestion spéculative et financière des entreprises du médicament, et la fermeture de nombreuses pharmacies d'officines dans les zones rurales.

Pour appeler à développer le service public hospitalier, notre richesse nationale.

Pour faire de la santé, une priorité nationale.

13 janvier : [La santé sous-traitée](#)

17 janvier : [La régularisation des médecins étrangers utilisées pour fermer les services](#)

24 janvier : [Non aux franchises médicales, à leur doublement](#)

12 février : [Rassemblement à Sarlat le 13 février](#)

15 février : [Manifestation à Lannion le 17 février](#)

7 mars : [Manifestation à Longjumeau le 9 mars](#)

8 mars : [Manifestation à Remiremont le 9 mars](#)

15 mars : [Soutien à la mobilisation des fonctionnaires le 19 mars](#)

7 mai : [Haltes aux inégalités de santé](#)

14 mai : [Manifestation à Bagnères-de-Bigorre](#)

30 mai : [Les médicaments : pas une marchandise comme les autres](#)

12 juin : [Mobilisation à Marmande le 14 juin](#)

13 juin : [Répondre aux besoins des populations](#)

21 juin : [La santé, grande cause nationale](#)

9 octobre : [Soutien aux manifestations de Carhaix et de Remiremont](#)

### **La semaine d'action du 1er au 7 avril, journée mondiale pour la santé :**

Les mobilisations ont été l'occasion de montrer que les situations locales sont liées aux politiques nationales et européenne. Durant cette semaine, les initiatives en lien avec la campagne européenne « La santé avant le marché... Changeons l'Europe. » ont été nombreuses et relayées sur le site. Elles ont concerné l'hôpital, mais aussi l'accès aux soins, le doublement des franchises médicales ou les dépassements d'honoraires.

### **En finir avec les restes à charge pour les malades :**

La Coordination s'est engagée au printemps avec la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des Services Publics dans une grande campagne nationale pour en finir avec les restes à charge médicaux. Beaucoup de comités se sont saisis de la pétition pour aller au devant des habitants. Une bonne occasion pour développer nos propositions, expliquer la nécessité de tendre vers une prise en charge à 100% des dépenses de santé, défendre une stratégie nationale de déploiement de centres de santé sans but lucratif ... Bref, avoir une autre utilisation de l'argent public et démontrer l'importance de la cotisation pour maintenir notre système de protection sociale : l'un des plus beaux acquis du programme *des Jours heureux* adopté le 15 mars 1944 par le Conseil National de la Résistance.

Notre présence à la Fête de l'Humanité les 11, 12 et 13 septembre avec nos amis de la Convergence a permis de faire signer près de 1200 signatures sur le stand.

### **Lettre ouverte aux parlementaires :**

Au mois de juillet, la CN a fait parvenir une lettre ouverte à l'ensemble de parlementaires pour souligner l'urgence des mesures à prendre afin d'assurer à la population, un réel accès aux soins et aux services hospitaliers essentiel, à moins de 30 minutes de route, mais aussi la nécessité d'un plan ambitieux de formation de soignants, la création d'un service public de soins de premier recours étendu à l'ensemble du pays, le refinancement de nos hôpitaux et leur réorganisation avec une gestion démocratisée et des droits nouveaux pour les personnels et les usagers.

### **Nos relations avec les autres organisations :**

Une rencontre a eu lieu avec l'Association pour l'INformation et la DÉfense des COnsommateurs SALariés (INDECOSA-CGT). Nous avons convenu de faciliter les contacts dans les territoires et de travailler ensemble pour la formation des représentants d'usagers. Une réunion s'est tenue aussi avec le Conseil National des Associations FAMiliales et Laïques (CNAFAL). Nous avons pu ainsi partager nos appréciations sur la crise du système de soins et souligné l'importance des mobilisations.

Nous envisageons des rencontres avec d'autres organisations syndicales et d'élus. La CN a assisté les 15 et 16 mars à l'Assemblée générale de la Convergence des Services publics, ainsi qu'aux Assises du Printemps de la psychiatrie les 25 et 26 mai. En février, la réunion organisée avec les syndicats de la santé et les collectifs interprofessionnels de soignants n'a pas permis d'aboutir à la reprise d'une concertation régulière, chacun fixant son propre calendrier revendicatif. Mais il faudra persévérer dans l'intérêt commun des usagers et des hospitaliers.

L'Association Loisirs, Solidarité Retraités (LSR) nous a sollicités les 14 et 21 septembre pour animer deux rencontres-débats avec des retraités accueillis dans leur centre de vacances d'Eygurande (Corrèze). Jean-Luc et Edith ont pu ainsi présenter la CN à un public nombreux et développer la thématique d'accès aux soins.

### **Les Groupes de travail :**

Notre Conseil d'administration avait décidé cette année de réactiver ses deux groupes de travail : formation et communication avec la volonté de les ouvrir aux membres de comités adhérents. Le groupe de travail « formation » doit travailler à la fois sur la formation des militants et sur les échanges de pratiques entre représentants élus au sein des les Commissions Des Usagers et des autres instances. Une liste d'échanges entre les représentants et les membres du CA a été mise en place dans cet objectif.

Le groupe communication a travaillé sur l'impression de nouveaux matériels, la réactualisation de notre plaquette d'information et la création d'un nouveau logo. Les comités ont été consultés sur un éventuel changement de nom de la Coordination.

Les arguments développés en faveur d'un changement de nom comme ceux en faveur du maintien n'ont pas permis de dégager une franche majorité. Sans doute, la question n'était-elle pas prioritaire, au regard des préoccupations du moment.

**L'action juridique pour carence fautive de l'État en matière de service public hospitalier :**

Cette action a été engagée en juillet 2022 devant le Tribunal Administratif de Paris par six associations de patients, Collectifs de soignants et défenseurs de l'hôpital public parmi lesquels notre Coordination. Le jugement rendu après l'audience du 25 mai 2024 nous a déboutés de cette action.

Le rapporteur public indique dans ces conclusions que l'Etat ne peut être rendu responsable des conséquences de sa politique d'informations entre les établissements de santé et ses administrations. Une décision incompréhensible et choquante qui illustre bien le combat de David et Goliath opposant les représentants de malades et d'usagers à la force publique. Nous avons cependant décidé de faire appel de cette décision, déterminés à ce que l'Etat endosse ses responsabilités et garantisse l'accès, la continuité et la qualité des soins pour toutes et tous.

**Le site de la CN et le bulletin d'information hebdomadaire :**

Ces outils sont indispensables pour faire connaître nos prises de positions, rendre compte de l'action et la vie des comités, relayer les informations, les analyses et les dossiers de presse envoyés quotidiennement sur la messagerie de la CN. Un grand merci à Henri, Rosine, Joseph, Jean-Luc et Michèle qui continuent de se relayer chaque semaine pour élaborer ce bulletin. Notre ami Roland s'y consacrait avec des éditos percutants. Le site est une mine d'informations pour alimenter la réflexion et la connaissance des militants sur de nombreux sujets de santé et l'organisation du système de soins. Il sera nécessaire d'améliorer l'accès à cette documentation, archivée depuis 20 ans.

**En conclusion,**

La nouvelle feuille de route dont nous allons débattre doit nous permettre de rester offensif et construire les mobilisations pour gagner en santé, plus de justice, de progrès et de solidarité. Au travail, avec joie et bonne humeur, les chantiers ne manquent pas !

Et un salut à Roland, ami et compagnon de route dont l'engagement et la force de convictions ont été un carburant extraordinaire pour faire avancer la CN.

Fait le 3 octobre 2024

Guillaume Grandjean

Secrétaire



**COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité**  
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)  
Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE  
Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes  
SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025  
Association agréée - Arrêté du 21/07/2023 - N2022RN0181  
Présidente : Michèle LEFLON [michele.leflon@orange.fr](mailto:michele.leflon@orange.fr)  
Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93  
Secrétaire : Guillaume GRANDJEAN [guillaume.grandjean38@gmail.com](mailto:guillaume.grandjean38@gmail.com)  
Adresse : 11 rue Edouard Vaillant – 45120 Chalette sur Loing – Tel 06 58 94 04 10  
Trésorier : Jean-Luc LANDAS [jeanluc.landass@ sfr.fr](mailto:jeanluc.landass@ sfr.fr)  
Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87  
Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante> X : @CoordNatcomiteH  
Contact : [cda12550@coordination-defense-sante.org](mailto:cda12550@coordination-defense-sante.org)